



Berne-Wabern, 14 mars 2016

Note Mali

Situation sécuritaire (état au 14.03.2016)

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Quelle est la situation sécuritaire actuelle au Mali, en particulier au nord (régions de Tombouctou, Gao et Kidal) et au centre du pays (régions de Mopti et Ségou) ?
- Cette situation fait-elle l'objet d'une évaluation récente par l'UNHCR ?



Carte administrative de la République du Mali

Introduction

La présente note considère l'évolution de la situation sécuritaire au Mali, en particulier au nord et au centre du pays, depuis septembre 2015. La situation jusqu'en septembre est traitée dans le rapport précédent de la section Analyses du SEM sur le Mali.¹

1. Évolution du processus de paix

Entre fin septembre et mi-octobre 2015, le processus de paix a connu une avancée surprenante. Les principaux dirigeants politico-militaires des mouvements armés non terroristes du nord ont initié une série de rencontres à Anefis (région de Kidal), qui ont eu pour résultat plusieurs pactes intercommunautaires et une déclaration commune qui traduit un engagement à faire cesser les hostilités.² En contraste avec les mois précédents, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) n'a constaté aucune violation du cessez-le-feu entre le 23 septembre et le 16 décembre 2015.³

Une autre étape significative a eu lieu début février 2016 : le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA)⁴ – un mouvement armé « pro-Bamako » – est entré pacifiquement à Kidal, le bastion « anti-Bamako » de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).⁵ Un forum de discussion entre les autorités maliennes, les mouvements armés et la société civile est d'ailleurs prévu pour la première fois à Kidal du 27 au 30 mars 2016.⁶

Dans son rapport de décembre 2015, l'ONG *International Crisis Group* (ICG) recommande cependant de ne pas « confondre un moment d'accalmie avec le retour d'une paix durable ». Les résultats encourageants des rencontres d'Anefis sont en effet fragiles : certaines communautés du nord (notamment les populations sédentaires) n'y ont pas participé ; le contrôle des trafics illicites reste un sujet potentiellement déstabilisateur ; et certains éléments clés du processus de paix tardent à se concrétiser – notamment le processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR).⁷

Une autre limite du processus de paix tient au fait que les populations du centre du Mali (régions de Mopti et Ségou) en sont pour l'instant largement absentes.⁸ L'insécurité dans cette partie du pays est plus récente qu'au nord : elle s'est installée depuis l'émergence en janvier 2015 d'un mouvement armé local se revendiquant du *jihad*, le Front de libération du Macina (FLM).⁹ La population touchée par l'insécurité est cependant plus nombreuse au centre du

¹ Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, Berne-Wabern. Focus Mali : Situation sécuritaire. 07.09.2015. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf (14.03.2016).

² L'ONG *International Crisis Group* analyse en détail la signification des rencontres d'Anefis dans son dernier rapport sur le Mali : *International Crisis Group* (ICG), Bruxelles. Mali : la paix venue d'en bas ? 14.12.2015. www.crisisgroup.org/~media/Files/afrika/west-afrika/mali/b115-mali-la-paix-venue-d-en-bas.pdf (14.03.2016).

³ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. p. 8. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

⁴ Pour une présentation des différents acteurs de la crise sécuritaire au nord du Mali, voir la partie 3.1. du dernier rapport de la section Analyses : Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, Berne-Wabern. Focus Mali : Situation sécuritaire. 07.09.2015. pp. 9-13. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf (14.03.2016).

⁵ Jeune Afrique, Paris. Mali : un groupe armé pro-Bamako entre sans heurt dans Kidal. 03.02.2016. www.jeuneafrique.com/299353/politique/mali-un-groupe-pro-gouvernemental-entre-sans-heurts-dans-kidal/ (14.03.2016).

⁶ Malijet. Forum de Kidal : un Mali nouveau en marche. 07.03.2016. http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/149294-forum-de-kidal-un-mali-nouveau-en-marche.html (14.03.2016).

⁷ *International Crisis Group* (ICG), Bruxelles. Mali : la paix venue d'en bas ? 14.12.2015. pp. 1, 7, 12-13. www.crisisgroup.org/~media/Files/afrika/west-afrika/mali/b115-mali-la-paix-venue-d-en-bas.pdf (14.03.2016).

⁸ *International Crisis Group* (ICG), Bruxelles. Mali : la paix venue d'en bas ? 14.12.2015. p. 13. www.crisisgroup.org/~media/Files/afrika/west-afrika/mali/b115-mali-la-paix-venue-d-en-bas.pdf (14.03.2016).

⁹ Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, Berne-Wabern. Focus Mali : Situation sécuritaire. 07.09.2015. pp. 18-20. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf (14.03.2016).

pays que dans les régions moins peuplées du nord. La frustration due à l'exclusion du processus de paix risque d'encourager certains acteurs à prendre les armes.¹⁰

Parmi les initiatives pour favoriser la paix, on peut mentionner l'organisation d'un atelier destiné à sensibiliser les responsables religieux de la région de Mopti à l'accord de paix pour qu'ils sensibilisent à leur tour les populations locales par leurs prêches. Organisé par le Centre pour le dialogue humanitaire, un institut suisse de médiation, l'atelier s'est déroulé du 25 au 27 janvier 2016 à Mopti.¹¹ De telles initiatives semblent porter leurs fruits : selon une nouvelle qui a circulé dans les médias le 8 mars 2016, 200 jeunes « déradicalisés » se seraient engagés à quitter les groupes « jihadistes » actifs dans la région de Mopti – notamment le FLM – suite à une opération de sensibilisation de plusieurs semaines.¹²

2. État de la lutte contre le terrorisme

Les mouvements armés qui se revendiquent du *jihad* restent les autres grands absents du processus de paix. Le dirigeant du groupe terroriste Ançar Dine a d'ailleurs condamné les rencontres d'Anefis.¹³ Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a également exprimé son opposition à l'accord de paix.¹⁴

Selon le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies, les groupes extrémistes et terroristes ont mené 28 attaques dans le nord entre le 23 septembre et le 16 décembre 2015, visant essentiellement la MINUSMA. Au centre, les activités de tels groupes se sont poursuivies dans les régions de Mopti et Ségou, où les attaques visent généralement les représentants locaux de l'État.¹⁵ Dans la région de Ségou, le cercle de Niono est le plus touché par les attaques, suivi par le cercle de Macina.¹⁶ La forêt de Ouagadou (ou Wagadou) à la frontière avec la Mauritanie est considérée comme un important lieu de retranchement pour les bandits et les groupes armés.¹⁷ Il reste à voir si le succès de la campagne de déradicalisation menée à Mopti (voir point 1) se traduira au cours des prochains mois par une diminution des attaques au centre du pays.

Une attaque très médiatisée a également eu lieu dans la capitale Bamako au sud du pays : le 20 novembre 2015, un assaut armé à l'hôtel Radisson Blu a tué 19 civils – dont quatorze étrangers – et un soldat malien.¹⁸ Cette attaque illustre une nouvelle stratégie des groupes terroristes au Sahel. Depuis 2015, on note une augmentation des attaques à fort impact médiatique visant des lieux fréquentés par les étrangers, en particulier les Occidentaux. Les trois premières ont eu lieu au Mali en 2015 : dans la nuit du 6 au 7 mars à Bamako¹⁹, le 7 août à

¹⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. pp. 8-9, 13-14. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

¹¹ L'Essor, Bamako. Diffusion de l'accord pour la paix et la réconciliation à Mopti : les chefs religieux appelés en renfort. 12.02.2016. www.essor.ml/2016/02/diffusion-de-laccord-pour-la-paix-et-la-reconciliation-a-mopti-les-chefs-religieux-appelles-en-renfort/ (14.03.2016).

¹² Jeune Afrique, Paris. Mali : 200 jeunes « déradicalisés » s'engagent à quitter les groupes « jihadistes ». 08.03.2016. www.jeuneafrique.com/308326/politique/mali-200-jeunes-deradicalises-sengagent-a-quitter-groupes-jihadistes/ (14.03.2016).

¹³ International Crisis Group (ICG), Bruxelles. Mali : la paix venue d'en bas ? 14.12.2015. p. 13. www.crisis-group.org/~media/Files/africa/west-africa/mali/b115-mali-la-paix-venue-d-en-bas.pdf (14.03.2016).

¹⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. p. 6. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

¹⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. pp. 6-7. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

¹⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), New York. Mali – Région de Ségou : carte de référence. 18.09.2013. <http://reliefweb.int/map/mali/mali-r%C3%A9gion-de-s%C3%A9gou-carte-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-septembre-2013> (14.03.2016).

¹⁷ L'Essor, Bamako. Insécurité dans la région de Ségou : branle-bas de combat. 02.03.2016. www.essor.ml/2016/03/insecurite-dans-la-region-de-segou-branle-bas-de-combat/ (14.03.2016).

¹⁸ France 24, Paris. Mali : trois jours de deuil après l'attaque du Radisson, doublement revendiquée. 23.11.2015. www.france24.com/fr/20151123-mali-trois-jours-deuil-national-attaque-radisson-bamako-revendication (14.03.2016).

¹⁹ France 24, Paris. Attentat à Bamako : au moins cinq morts, dont un Français. 07.03.2015. www.france24.com/fr/20150307-plusieurs-morts-dont-francais-attentat-bamako-mali-belge-fusillade/ (14.03.2016).

Sévaré (région de Mopti)²⁰ et le 20 novembre à Bamako. En 2016, deux attaques ont eu lieu dans d'autres pays : à Ouagadougou au Burkina Faso le 15 janvier²¹ et à Grand Bassam en Côte d'Ivoire le 13 mars.²²

De telles attaques ne nécessitent pas de préparation sophistiquée et sont relativement faciles à réaliser, ce qui les rend d'autant plus difficiles à prévenir.²³ Il est probable qu'elles continuent à se produire ponctuellement dans l'ensemble de la sous-région. Mis sous pression par l'opération française Barkhane,²⁴ les groupes terroristes veulent prouver qu'ils sont capables d'opérer sur une zone beaucoup plus vaste qu'à l'époque où ils contrôlaient le nord du Mali en 2012. Ils cherchent aussi à mobiliser les populations locales par un discours anti-occidental qui dénonce le néocolonialisme et le pillage des richesses africaines.²⁵

Une Suissesse a par ailleurs été enlevée à Tombouctou dans la nuit du 7 au 8 janvier 2016. Depuis, AQMI a publié une vidéo pour revendiquer l'enlèvement, condamner les activités évangélistes de la Suissesse et exiger la remise en liberté de plusieurs combattants et d'un dirigeant du groupe.²⁶

3. Situation pour les populations civiles

Selon le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies, les actes de banditisme armé – dont plus de 75 % se produisent dans les régions de Gao et de Tombouctou au nord – constituent la plus grande menace pour les civils. Certains conflits communautaires persistent également, en particulier dans la région de Gao. On peut cependant noter la mise en place de divers mécanismes de dialogue et de prévention, liés entre autres aux rencontres d'Anefis.²⁷

Les civils ne sont généralement pas directement visés par les attaques des groupes terroristes, mais des cas de représailles contre des informateurs potentiels des forces ennemies continuent à se produire : le 6 décembre 2015, AQMI a revendiqué les assassinats de deux personnes accusées d'aider les forces françaises.²⁸

L'insécurité continue également à retarder le déploiement des représentants de l'État dans le nord du pays et à entraver les activités humanitaires, ce qui limite l'accès de la population à différents services (éducation, justice, services administratifs, aide humanitaire).²⁹

4. Réfugiés, rapatriés et personnes déplacées internes

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) n'a pas actualisé sa

²⁰ Jeune Afrique, Paris. Mali : ce que l'on sait de l'attaque de Sévaré. 10.08.2015. www.jeuneafrique.com/255839/politique/mali-lon-sait-de-lattaque-de-sevare/ (14.03.2016).

²¹ Jeune Afrique, Paris. Attentat de Ouagadougou : la procureure burkinabè fait le point sur l'enquête. 27.01.2016. www.jeuneafrique.com/297468/politique/attentat-de-ouagadougou-procureure-burkinabe-point-lenquete/ (14.03.2016).

²² Jeune Afrique, Paris. Côte d'Ivoire : Aqmi revendique l'attaque de Grand Bassam. 14.03.2016. www.jeuneafrique.com/309572/politique/cote-divoire-attaque-contre-un-hotel-de-grand-bassam-prise-dotage-en-cours/ (14.03.2016).

²³ Integrated Regional Information Networks (IRIN), Nairobi. Is Ivory Coast attack the new normal? 14.03.2016. www.irinnews.org/news/2016/03/14/ivory-coast-attack-new-normal (14.03.2016).

²⁴ MaliActu.net, Bamako. Opération Barkhane : 16 tonnes de munitions détruites au Sahel en 2015. 07.01.2016. <http://maliactu.net/operation-barkhane-16-tonnes-de-munitions-detruites-au-sahel-en-2015/> (14.03.2016). / Ministère de la Défense, Paris. Barkhane : point de situation au 07 janvier 2016. 15.01.2016. www.defense.gouv.fr/operations/sahel/actualites/barkhane-point-de-situation-au-07-janvier-2016 (14.03.2016).

²⁵ Integrated Regional Information Networks (IRIN), Nairobi. La nouvelle stratégie djihadiste dans le Sahel. 04.02.2016. www.irinnews.org/fr/report/102416/briefing-la-nouvelle-strat%C3%A9gie-djihadiste-dans-le-sahel (14.03.2016).

²⁶ RFI, Paris. Aqmi diffuse une vidéo de l'otage suisse enlevée au Mali. 27.01.2016. www.rfi.fr/afrique/20160127-aqmi-diffuse-vidéo-otage-suisse-enlevee-mali-beatrice-stockly (14.03.2016).

²⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. pp. 10-11. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

²⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. p. 6. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

²⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, New York. Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. 24.12.2015. pp. 5, 12. <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1543529.pdf> (14.03.2016).

position sur la situation au Mali et la question des retours depuis janvier 2014³⁰ et ne prévoit pas de le faire prochainement.³¹ Les données concernant les réfugiés dans les pays voisins, les rapatriés et les personnes déplacées internes (PDI) sont cependant régulièrement mises à jour.

Au 29 février 2016, 144 675 réfugiés maliens étaient enregistrés auprès de l'UNHCR dans les pays voisins.³² Selon un rapport publié en janvier 2016 par la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) du Mali, le nombre de candidats au retour (réfugiés déclarant leur intention de rentrer) a augmenté fin 2015 suite aux développements liés au processus de paix.³³

Les réfugiés rapatriés au Mali sont enregistrés de manière indépendante par l'UNHCR et par la DNDS : il en résulte d'importantes différences entre leurs statistiques respectives. Au 31 décembre 2015, l'UNHCR comptait 17 534 réfugiés maliens rentrés.³⁴ Au 31 janvier 2016, la DNDS comptait 41 062 rapatriés, à savoir une augmentation de 16 % par rapport à septembre 2015.³⁵

Concernant les déplacés internes, la DNDS comptait un total de 49 883 PDI au Mali au 31 janvier 2016, ce qui correspond à une baisse de 19 % par rapport à septembre 2015 (la répartition des PDI par région peut être consultée dans le rapport de la DNDS³⁶). En comparaison, au plus fort de la crise en juin 2013, le nombre de PDI s'élevait à 353 455. La DNDS explique les retours de PDI enregistrés les mois précédents par les rencontres communautaires organisées dans les régions de Gao et Tombouctou, la réouverture des écoles à Kidal, la présence d'acteurs humanitaires et la relance des activités économiques.³⁷ Depuis son rapport de janvier 2016, la DNDS a cependant publié une brève mise à jour faisant état d'une nouvelle augmentation des PDI dans la région de Gao (cercle de Ménaka), portant ainsi le nombre total des PDI au Mali à 52 163 au 24 février 2016. Cette augmentation est due à un conflit local entre des communautés touareg survenu en février.³⁸ Il semble cependant que les communautés impliquées aient conclu un accord de cessation des hostilités début mars 2016.³⁹

SECRÉTARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

La présente « Note » élaborée par l'Analyse sur les pays respecte les Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine https://www.sem.admin.ch/dam/data/bfm/inter-nationales/herkunftslaender/coi_leitlinien-f.pdf. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités.

³⁰ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Genève. UNHCR position on returns to Mali – Update 1. 01.2014. www.refworld.org/docid/52cc405a4.html (14.03.2016).

³¹ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Genève. E-mail du 29.02.2016.

³² Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Genève. Opération Sahel : Mali situation. 29.02.2016. <http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=501> (14.03.2016).

³³ Direction Nationale du Développement Social (DNDS), Bamako. Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Janvier 2016. 01.02.2016. p. 6. www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-janvier-2016 (14.03.2016).

³⁴ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Genève. Opération Sahel : Mali situation. 29.02.2016. <http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=501> (14.03.2016).

³⁵ Direction Nationale du Développement Social (DNDS), Bamako. Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Janvier 2016. 01.02.2016. p. 6. www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-janvier-2016 (14.03.2016).

³⁶ Direction Nationale du Développement Social (DNDS), Bamako. Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Janvier 2016. 01.02.2016. p. 8. www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-janvier-2016 (14.03.2016).

³⁷ Direction Nationale du Développement Social (DNDS), Bamako. Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Janvier 2016. 01.02.2016. pp. 2, 5. www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-janvier-2016 (14.03.2016).

³⁸ Direction Nationale du Développement Social (DNDS), Bamako. Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Rapport de situation (Sitrep) N° 10 du 24 Février 2016. 24.02.2016. <http://reliefweb.int/report/mali/mali-matrice-de-suivi-des-d%C3%A9placements-dtm-rapport-de-situation-sitrep-n-10-du-24-f> (14.03.2016).

³⁹ L'Orient-Le Jour, Beyrouth. Mali : accord entre Touaregs du Nord pour cesser les hostilités. 10.03.2016. www.lorientlejour.com/article/974801/mali-accord-entre-touaregs-du-nord-pour-cesser-les-hostilites.html (14.03.2016).